

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

14 mai 2022

Stib

Patronat, gouvernement, même combat contre les travailleurs

La crise du Covid s'achève à peine, la guerre en Ukraine fait rage mais la guerre du gouvernement et du patronat contre le monde du travail n'a jamais cessé.

La ministre du Budget, Eva De Bleeker, a été claire là-dessus : le gouvernement a gardé en permanence l'objectif de limiter les dépenses, alors même que les soins de santé montraient la gravité de leur sous-financement et que les ménages sont écrasés par la hausse vertigineuse des prix.

Sous prétexte de mettre « plus de gens au travail », la ministre propose de faire la chasse aux malades de longue durée, d'augmenter la flexibilité, d'augmenter le travail de nuit, etc. Des mesures inefficaces mais qui feront plaisir au patronat.

Là où il serait urgent d'agir, comme, par exemple, le blocage des prix, la ministre renvoie au niveau européen, ce qui est une manière de reporter toute décision à un futur indéterminé, quand les travailleurs seront encore plus au bout du rouleau.

Bien sûr, pour elle, il n'est pas question d'augmenter les impôts sur les grandes fortunes. C'est une promesse du gouvernement ! Ils ont fait des dizaines de promesses électorales, mais les seules qu'ils tiennent, ce sont celles qu'ils ont faites aux riches.

Le Conseil Supérieur des Finances va dans le même sens que la ministre dans une note d'orientation sur la fiscalité : baisse des impôts sur les salaires d'un côté, mais suppression des chèques repas de l'autre, et surtout une augmentation de la TVA de 1%. Experts et politiciens parlent d'une fiscalité plus juste mais la TVA est l'impôt le plus injuste de tous puisqu'il ne dépend pas des revenus. Et toujours pas question d'un impôt sur la fortune ou le patrimoine !

Or, la question des impôts est directement liée à celle des services publics : en réduisant la part des grandes fortunes ou des entreprises, le coût de l'école, de la santé ou des transports pèse encore plus sur les épaules des travailleurs.

L'injustice est donc double. La fortune des plus riches vient avant tout du travail des salariés qu'ils exploitent dans leurs entreprises. Non seulement les patrons s'approprient le fruit de notre travail, mais en plus, ils refusent de payer pour les services publics.

Le patronat veut aller encore plus loin. Comme par

coïncidence, il vient de publier sa propre liste de mesures pour les années qui viennent. Les gros morceaux, ce sont la fin de l'indexation automatique des salaires, la réduction des cotisations sociales et la régionalisation des politiques de chômage. Pas besoin de faire un dessin, l'index, même truqué comme il l'est aujourd'hui permet que les salaires suivent plus ou moins les prix. Supprimer l'index, c'est revenir à des négociations, branche par branche, voire entreprise par entreprise. Isolés, forcés à se battre pour chaque cent, les travailleurs seront toujours perdants. Cela va dans le même sens que la régionalisation du droit du travail : en divisant les travailleurs, en les mettant en concurrence au sein même du pays, le patronat renforcera sa capacité à leur imposer ses chantages.

Les politiciens répètent inlassablement que la compétitivité et la croissance seront bénéfiques à tout le monde car ils créeront de l'emploi. Chaque année qui passe prouve le contraire. Le patronat a empoché les réductions de charges sociales, il a profité de la déréglementation, mais ni les emplois, ni les salaires n'ont suivi. Alors qu'une inflation galopante ronge le pouvoir d'achat des travailleurs, les patrons ne parlent que de supprimer l'indexation.

Le patronat en veut toujours plus. Quoiqu'on leur cède, cela ne suffit jamais. Il se moque bien des conséquences pour la population. Pendant que les pauvres font la file dans des hôpitaux débordés, pendant que leurs enfants s'entassent à plus de vingt pas classe, les riches vont dans des cliniques privées et envoient leurs enfants dans des écoles d'élite.

La ministre De Bleeker dit dans sa conclusion : « l'État ne peut pas aider tout le monde à n'importe quel prix ». C'est évident, l'État est au service du patronat ! Les travailleurs devront s'aider eux-mêmes. Exigeons pour commencer le blocage des prix, l'augmentation des salaires et que les plus riches paient des impôts à la hauteur de leur fortune. C'est le monde du travail qui fait tourner l'économie, qui crée toutes les richesses. Ce rôle central lui donne une force énorme.

Et puis, on verra, peut-être que les travailleurs aussi, se mettront à en vouloir toujours plus... et ils auraient bien raison !

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Les pays pauvres utilisés comme poubelle...

La Stib s'est débarrassé d'une trentaine de vieux bus en les envoyant à Cuba. En 2021, ce sont 179 vieux bus de la Stib qui ont été refourgués à Berkane au Maroc.

Les vieux bus polluants ne sont plus bons pour Bruxelles... Alors, on les envoie polluer dans les pays pauvres !

Notre force, c'est la grève

Ce 31 mai, la CGSP a annoncé une journée d'action et de grève dans le secteur public. Le syndicat flamand de l'enseignement lui a emboîté le pas. A la Stib aussi, le syndicat appelle à la grève !

Les nombreuses promesses du temps de covid ont fait long feu et les espoirs douchés laissent place à la colère. Bien sûr, une journée, pour le seul secteur public, ne suffira pas pour contraindre les patrons à améliorer les conditions de travail. Mais si les travailleurs du public se lancent en nombre dans le mouvement, cela serait un encouragement pour les travailleurs du privé à les rejoindre. Eux non plus ne manquent pas de bonnes raisons pour débrayer. C'est la seule manière de faire trembler les patrons... et de les faire payer !

Aux USA, nouvelles menaces au droit à l'avortement

La Cour Suprême des États-Unis s'apprêterait à revenir sur le droit à l'avortement dans l'ensemble du pays. Chaque État pourrait ainsi enlever ce droit aux femmes encore plus facilement. La pression des milieux réactionnaires et religieux s'accroît partout. En fait, il est déjà bien difficile d'avorter dans de nombreux États. La Cour Suprême risque d'aggraver encore la situation !

C'est en luttant massivement que les femmes avaient obtenu le droit d'avorter en 1973. C'est en luttant encore qu'elles pourront le protéger des bigots et le faire appliquer réellement.

Hausse des prix : ils nous roulent dans la farine

Le groupe belge de boulangerie industrielle La Lorraine vient d'annoncer un chiffre d'affaires record pour l'année 2021 : 885 millions d'euros ! Et, pour 2022, les prévisions sont encore meilleures. Aucun souci avec l'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières : le groupe annonce qu'il répercutera ces hausses par... l'augmentation de ses prix. Cela a le mérite d'être clair : c'est en vendant plus cher le pain, qu'ils feront leur beurre. Ces grands groupes ne connaissent pas la crise, puisqu'ils la font payer aux travailleurs !

Shell ou Petrobras, le capital amasse

Le groupe pétrolier britannique Shell vient d'annoncer un bénéfice net de 7,1 milliards d'euros pour le premier trimestre de cette année, soit une hausse de 26%. Le géant pétrolier brésilien Petrobras fait encore plus fort. Il a multiplié son bénéfice net par 38 sur la même période pour atteindre les 8,4 milliards d'euros, et annonce déjà de nouvelles augmentations de prix. Pendant que les classes populaires peinent à payer leurs factures d'énergie, les multinationales se gavent toujours plus au seul profit d'une petite poignée d'actionnaires.

Afrique du Sud : un 1^{er} mai de lutte

A l'occasion du 1^{er} mai, les mineurs sud-africains ont donné une bonne leçon au président de la république Ramaphosa, un ancien syndicaliste devenu un gros capitaliste. Invité à s'exprimer à un rassemblement syndical organisé dans la ville minière de Rustenburg, il a été copieusement chahuté par les mineurs grévistes en lutte pour l'augmentation de leurs salaires, avant de devoir piteusement quitter la tribune.

Dix ans après le massacre de 34 des leurs par la police appelée par le même Ramaphosa, les mineurs n'ont rien oublié, et encore moins leur ennemi de classe.

Frontex, l'agence de la honte

Un document interne de l'agence européenne Frontex avoue comment celle-ci couvre depuis des mois le refoulement de réfugiés depuis la Grèce en les faisant passer pour des opérations de prévention au départ de la Turquie. Cette réalité, déjà documentée par de multiples témoignages et vidéos, prouve une fois de plus l'hypocrisie et la duplicité criminelle des dirigeants européens si prompts à dénoncer les violations des droits de l'homme partout dans le monde, sauf chez eux. Et ce n'est pas la démission d'un directeur bouc émissaire qui y changera quelque chose !

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72